

Haïti

Rapport de situation : Carburant et pillage

21 décembre 2021



Les pillages et les enlèvements sont appelés à augmenter, le contrôle exercé par les gangs s'étendant à tout Haïti et les prix étant en hausse, même si une stratégie d'acceptation forte DEVRAIT vraisemblablement atténuer les violences graves à l'encontre des organisations humanitaires.

Résumé

- Au moins 60 personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées le 14 décembre lorsqu'un camion-citerne d'essence qui s'était écrasé et renversé dans la ville de Cap-Haïtien a explosé.
- Une autre explosion de camion-citerne de carburant qui a fait un mort et plusieurs blessés a été signalée dans un entrepôt de Trou-du-Nord le 10 décembre. Cet entrepôt aurait servi à stocker du carburant issu du marché noir qui approvisionnait la ville.
- On constate une grave pénurie de carburant depuis au moins six mois, les gangs – qui contrôlent désormais de vastes régions d'Haïti – profitant d'une autre source de revenus en contrôlant l'accès au carburant.
- Alors que l'économie haïtienne fait face à un stress fiscal important, ayant accusé une contraction de 3,8 % en 2020, le ministre des Finances Michel Patrick Boisvert a annoncé un « ajustement » des prix du carburant le 7 décembre.
- La pénurie de carburant affecte également les organisations humanitaires, d'où des problèmes d'acheminement de l'aide.
- Le contrôle exercé par les gangs et les commerçants du marché noir sur l'approvisionnement en carburant va **PROBABLEMENT** s'étendre à tout le pays jusqu'aux zones plus rurales.
- Les enlèvements de chauffeurs de camions-citernes se poursuivront, tout comme ceux de travailleurs humanitaires – le personnel national et international étant fortement menacé d'enlèvement, malgré l'évasion signalée le 16 décembre des derniers membres du groupe Christian Aid Ministries enlevés en octobre.
- Les pillages vont **PROBABLEMENT** augmenter, les fournitures d'aide détenues par les ONGI étant particulièrement menacées en raison de la hausse des prix de tous les produits de première nécessité.
- Une solide stratégie d'acceptation reste essentielle pour travailler en Haïti compte tenu de la hausse des pillages ainsi que des enlèvements contre rançon perpétrés par les gangs.



Analyse

Au moins 60 personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées le 14 décembre lorsqu'un camion-citerne d'essence qui s'était écrasé et renversé dans la ville de Cap-Haïtien a explosé. Ce camion-citerne transportait 40 000 litres d'essence et une foule s'est alors rassemblée pour siphonner le carburant, qui fait actuellement l'objet d'une pénurie dans tout le territoire haïtien. L'explosion a détruit 20 bâtiments résidentiels dans un rayon de plus de 90 mètres. Les autorités ont déclaré que le bilan initial ne comprenait pas les personnes qui se trouvaient dans les habitations.

Les hôpitaux locaux étaient déjà mis à rude épreuve par la pénurie de fournitures médicales, et l'arrivée des victimes de l'incident n'a fait qu'exacerber cette situation. Au moins six personnes ont été transportées par avion à Port-au-Prince tandis que d'autres ont été transférées vers d'autres hôpitaux des environs. Une autre explosion de camion-citerne de carburant qui a fait un mort et plusieurs blessés a été signalée dans un entrepôt de Trou-du-Nord le 10 décembre. Cet entrepôt aurait servi à stocker du carburant issu du marché noir qui approvisionnait la ville.

REJOINDRE LA LISTE DE DIFFUSION

Les gangs – qui contrôlent désormais de vastes régions d’Haïti ([voir Les gangs et l’État haïtien](#), 12 novembre) – bénéficient d’une autre source de revenus en contrôlant l’accès aux terminaux de carburant, en détournant des camions-citernes et en bloquant les livraisons. En effet, les chauffeurs routiers, inquiets du nombre de détournements, se sont mis en grève en octobre, une action qui s’est étendue à tout le pays. Les pénuries de carburant ont depuis été exacerbées par des marchands opportunistes sur le marché noir et des propriétaires de stations-service qui auraient stocké du carburant afin de faire grimper les prix. Dans le même temps, alors que [l’économie haïtienne](#) est confrontée à un stress fiscal important, ayant accusé une contraction de 3,8 % en 2020, le ministre des Finances Michel Patrick Boisvert a annoncé un « ajustement » des prix du carburant le 7 décembre. Lors d’une conférence de presse tenue à la résidence officielle du Premier ministre Ariel Henry, M. Boisvert a déclaré que les subventions sur le carburant étaient « devenues intenable », ayant fait perdre à [l’économie haïtienne](#) au moins 30 milliards de gourdes (300 millions de dollars américains) rien que l’année dernière. Il a donc proposé une réduction de ces subventions à partir du 10 décembre, entraînant une hausse des prix de 24,37 %, tandis que le diesel augmenterait de 108,8 % et le kérosène de 115,9 %. Cette situation, à laquelle s’ajoutent le stockage par les vendeurs au noir et le contrôle exercé par les gangs, va aggraver la grave pénurie de carburant, affectant également la capacité des organisations humanitaires à travailler dans tout le pays. La flambée des prix des produits de première nécessité, y compris du carburant, a entraîné des pillages. Ces hausses ont été exacerbées par les gangs qui semblent (avec les commerçants du marché noir) essayer de manipuler délibérément les prix du carburant.



Analyse des données sur l’aide : Pillage des fournitures d’aide

Cette analyse s’appuie sur 29 incidents signalés de pillage et de tentative de pillage de fournitures humanitaires identifiés par Insecurity Insight dans des sources ouvertes et des informations vérifiées soumises par les agences partenaires d’Aid in Danger entre janvier 2004 et octobre 2021. L’analyse met en évidence les schémas généraux de pillage ciblant les agences d’aide, l’objectif étant de mieux comprendre quand et comment les agences d’aide sont affectées. Elle conjugue événements récents et antérieurs afin d’identifier un moyen d’empêcher que ne surviennent les circonstances qui augmentent le risque de pillage desdites fournitures. Ces données sont disponibles sur [HDX](#).

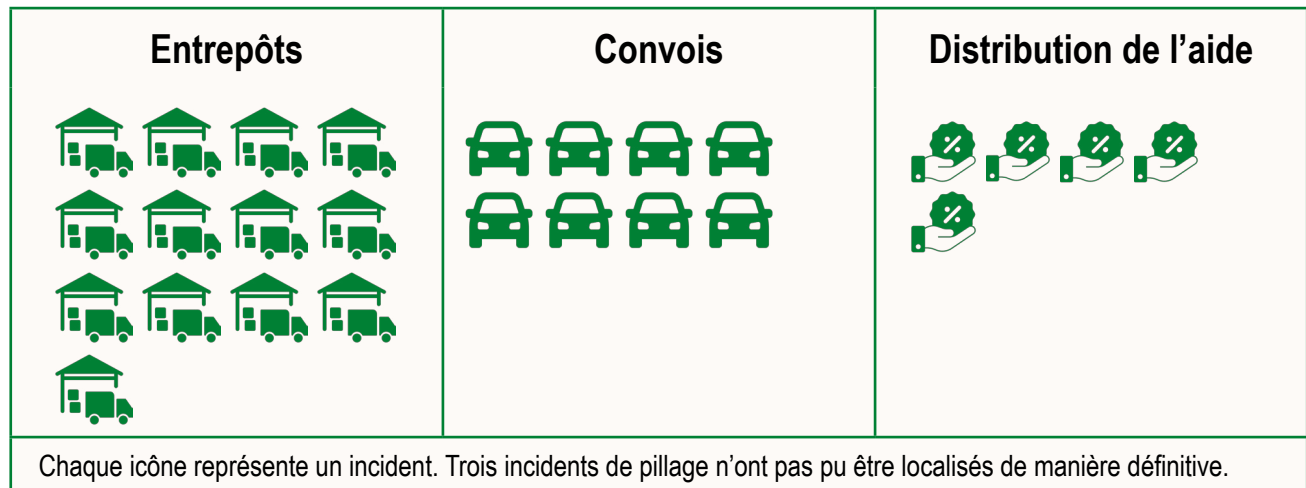


Pillage : Acte consistant à voler, ou à prendre possession de biens par la force, généralement lors d’une crise militaire, politique ou sociale, comme une guerre, une catastrophe naturelle, pendant une crise sociale, une émeute, ou lorsque la loi et l’application civile sont temporairement inefficaces.

Principales tendances

- Le pillage des fournitures d’aide se produit généralement en période de crise, lorsque des articles particuliers sont très demandés. L’inefficacité de l’application de la loi augmente le risque de pillage.
- Les bandes criminelles organisées ont perpétré plus de la moitié de tous les pillages signalés qui ont affecté les agences d’aide. La plupart semblaient avoir été planifiés.
- Des pillages ont également eu lieu spontanément suite à une hausse de la frustration et de la colère de la communauté, mais leurs signalements ont été bien moins fréquents.
- Le type d’articles faisant partie de l’aide qui sont ciblés par les pillards évolue au fil du temps. Il existe souvent des liens clairs entre les besoins des communautés et les articles ciblés par les pillards :
 - Nourriture et eau lors de pénuries ou de crises exacerbées ou sociales ;
 - Bâches à la saison des pluies ;
 - Abris après des tremblements de terre et des ouragans ou d’autres catastrophes naturelles ;
 - Outils d’approvisionnement en énergie tels que des panneaux solaires lors des étapes de réhabilitation ;
 - Jerrycans pendant les pénuries de carburant ou les blocages de carburant par des gangs.

Lieux des pillages



- Les entrepôts sont le plus souvent la cible déclarée des pillages. Des pillages ont également été signalés lors de la distribution de fournitures d'aide et du transport de fournitures par des convois.
- Les pillages perpétrés en présence de travailleurs humanitaires peuvent donner lieu à des menaces et des violences. Par exemple, un travailleur humanitaire a été blessé lorsque des membres de la communauté ont pillé les bâches d'un site de projet pendant la saison des pluies. En réponse, l'organisation concernée a suspendu ses activités dans la zone.

Auteurs

Les pillages sont le plus souvent le fait de criminels ou de gangs. Des manifestants et des membres de la communauté ont également perpétré des pillages, mais dans une moindre mesure.

54% Criminels ou gangs

- Pillage de fournitures d'aide dans les entrepôts, souvent le soir lorsque le personnel n'était pas présent, ou dans les camions en route vers les sites de projets. Un pillage lié à un gang a eu lieu dans une école où une ONGI distribuait des kits d'hygiène.
- Deux travailleurs humanitaires ont été blessés par des criminels ou des gangs lors de pillages dans les départements du Nord et du Sud.
- La plupart des pillages liés à des gangs ont été perpétrés par des individus ou de petits groupes d'hommes. Cependant, lors d'un incident, 12 hommes ont attaqué un camion signalé comme étant sous contrat avec l'ONU dans le département du Nord et ont pillé de la nourriture. Un chauffeur a également été blessé.

28% Membres de la communauté

- Pillage de fournitures d'aide sur les sites de projets lorsque l'occasion se présentait, et généralement lorsque des travailleurs humanitaires étaient présents. Par exemple, une foule s'est rassemblée autour d'un site de projet où des travailleurs humanitaires démontaient des panneaux solaires et a volé plusieurs panneaux.
- Pillage de fournitures d'aide dans des entrepôts, des camions ou des convois après une catastrophe naturelle, lorsque les besoins en produits de première nécessité sont plus élevés. Lors d'un incident, un camion du PAM a été pillé en réaction à la lenteur de la réponse d'urgence, et dans un autre cas, des membres de la communauté se sont rendus dans un entrepôt d'une ONGI à la recherche de tôles pour couvrir leurs maisons. Un chef de la communauté locale a aidé à calmer la situation ; cependant, peu de temps après, le groupe est revenu, a fait irruption dans l'entrepôt et a pris des planches de bois, des palettes et d'autres articles pour les brûler et a menacé de revenir pour les tôles.
- Aucun rapport ne fait état de membres de la communauté armés lors des incidents de pillage. Cependant, un travailleur humanitaire a été blessé lorsque des habitants ont pillé les bâches d'une ONGI. En réaction, l'ONGI a provisoirement suspendu le programme.

18%

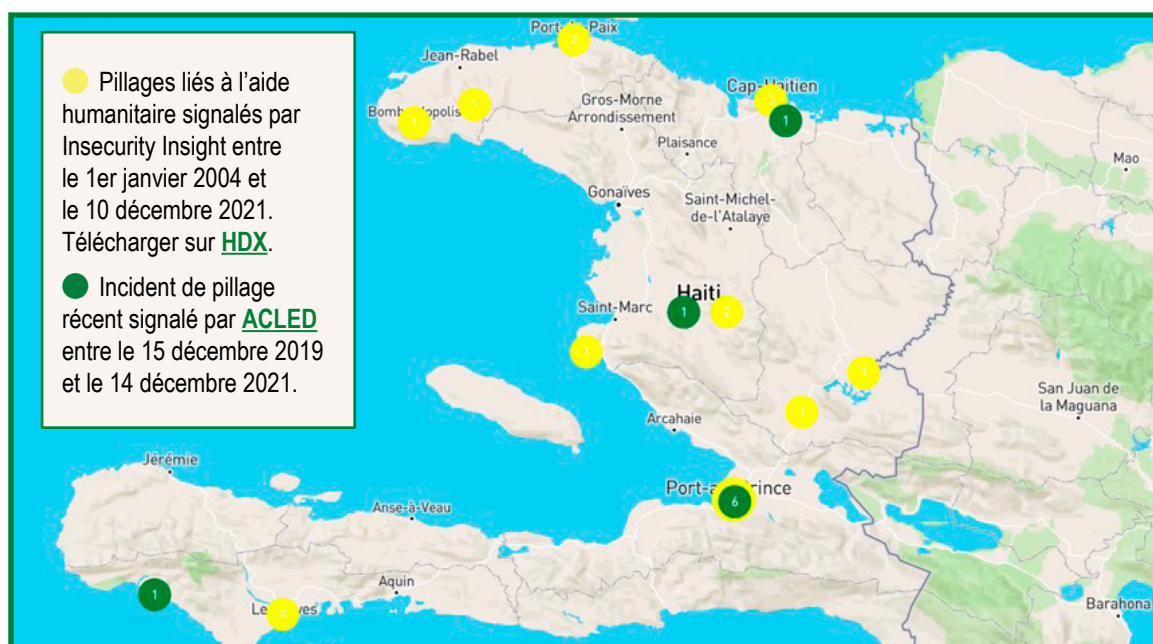
Manifestants

- Des manifestants ont pillé des fournitures d'aide dans un complexe de l'ONU, sur un site de projet et dans un camion après que le conducteur s'était arrêté pour sécuriser le chargement.
- Lors de tous les incidents, à l'exception d'un, les manifestants n'étaient pas armés.
- L'incident armé a eu lieu en 2008 : des manifestants ont fait irruption dans un complexe de l'ONU, ont saccagé le bureau, ont pillé de la nourriture et ont tiré sur le personnel.
- Aucun rapport ne fait état de travailleurs humanitaires blessés lors de pillages par des manifestants.

Lieux de pillage signalés¹

Des pillages ont été signalés dans de nombreux endroits en Haïti. En revanche, les enlèvements de travailleurs humanitaires ont surtout été signalés à Port-au-Prince et à Croix-des-Bouquets.

Veuillez consulter notre rapport « Les gangs et l'État haïtien » pour connaître les tendances récentes en matière d'enlèvements de travailleurs humanitaires en Haïti et pour obtenir une analyse approfondie des gangs et de leurs zones d'opération. Disponible en [anglais](#) et en [français](#). Télécharger les données sur les travailleurs humanitaires enlevés en Haïti sur [HDX](#).



Prédiction

- Le contrôle exercé par les gangs et les commerçants du marché noir sur l'approvisionnement en carburant s'étendra très probablement à tout le pays jusqu'aux zones plus rurales. Cela augmentera le risque de pillage des réserves de carburant ainsi que d'autres articles susceptibles de servir au transport ou à la gestion du carburant, tels que les jerrycans ou les entonnoirs.
- Certaines agences d'aide ont adapté leurs pratiques pour faire face à leurs propres pénuries de carburant. Par exemple, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a utilisé des chalands plutôt que des camions pour expédier des fournitures vers le sud du pays. Cependant, les petites organisations d'aide trouveront ces méthodes trop coûteuses. Les gangs sont également susceptibles d'essayer de contrôler ces routes, surtout s'ils estiment qu'une source potentielle de revenus ou une perte de contrôle est en jeu. En effet, un porte-parole du Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) estime que les gangs « contrôlent actuellement 60 % du territoire national, y compris les axes stratégiques du pays ». À Port-au-Prince, des zones telles que Martissant (actuellement contrôlée par un chef de gang, Izo, qui a directement menacé toute personne soutenant le gang voisin Ti-Bois) resteront des zones interdites tant pour les organisations d'aide internationale que pour la police haïtienne.

- Les enlèvements de chauffeurs de camions-citernes se poursuivront, tout comme ceux de travailleurs humanitaires, le personnel local et international étant fortement menacé d'enlèvement, malgré l'évasion signalée le 16 décembre du groupe Christian Aid Ministries, enlevé en octobre. Les détails de cette évasion ne sont pas encore tous connus, mais il est normal dans de tels cas que soient menées d'intenses négociations entre les groupes d'aide, le FBI, les fonctionnaires du gouvernement américain et le groupe 400 Mawozo.
- Les CARDH ont signalé plus de 782 enlèvements avec demande de rançon depuis le début de l'année 2021 (la police haïtienne a signalé 460 enlèvements à ce jour). En effet, la situation dans le pays a conduit certaines organisations humanitaires à chercher à relocaliser le personnel à risque – World Vision US a déclaré avoir relocalisé 11 des 320 employés dans le pays en raison de la violence, y compris des enlèvements.
- Les pillages vont très probablement augmenter, les fournitures d'aide détenues par les ONGI étant également en danger. Si les prix du carburant, de la nourriture et des fournitures médicales continuent d'augmenter, ces dernières seront également exposées à un risque plus élevé de pillage. La police haïtienne manque d'armes et de ressources – un point également souligné par l'ancien secrétaire d'État à la sécurité publique Réginald Delva, qui a averti que « les bandits armés sont mieux équipés et semblent mieux organisés que la police nationale d'Haïti (PNH) ».



Mesures d'atténuation

Utiliser une stratégie d'acceptation forte

Une stratégie d'acceptation forte reste la clé pour travailler en Haïti. Les pillages et les enlèvements contre rançon perpétrés par des gangs étant de plus en plus nombreux, il est essentiel de comprendre et de communiquer avec la population et les acteurs locaux, y compris les gangs locaux. Les dirigeants communautaires, y compris les chefs religieux, même ceux dont la réputation est douteuse, peuvent parfois servir d'intermédiaires entre les gangs et les organismes [d'aide](#).



Acceptation

- Expliquez clairement qui vous êtes, le profil et les priorités de votre agence, vos sources de financement et la manière dont vos programmes sont élaborés.
- Si vous êtes une organisation religieuse ou laïque, expliquez clairement ce en quoi cet aspect affecte (ou non) votre travail, notamment dans un environnement très religieux.
- Faites également attention à la manière dont vous pouvez être perçus.
- Comprenez qui sont vos partenaires, comment ils sont perçus et quel impact votre relation aura sur leur acceptation et la vôtre.
- Veillez à ce que les parties prenantes se sentent impliquées avant de démarrer les travaux.
- Mettez en place un système de gestion des plaintes rigoureux et veillez à en assurer le suivi.
- N'isolez pas votre personnel des communautés. Restez visibles et accessibles.

L'acceptation doit se gagner, et elle peut se perdre très facilement. Le comportement d'un intervenant peut affecter une communauté entière.

L'acceptation doit être envisagée de manière proactive.

Voir ce guide [GISF](#) pour plus d'informations.

Intégration d'une stratégie d'acceptation dans la mise en œuvre du programme

- Une stratégie d'acceptation réussie fonctionne mieux si elle est profondément ancrée dans l'exécution du programme. Cela nécessite une communication et une collaboration de qualité entre le personnel de sécurité et le personnel du programme sur le terrain. Un contexte sécuritaire complexe comme celui d'Haiti exige que la mise en œuvre du programme comprenne une planification minutieuse de la communication et de l'établissement de relations pour maintenir l'accès ainsi que la sécurité du personnel et des biens. Le suivi, l'évaluation, l'adaptation et l'apprentissage des programmes doivent inclure une évaluation de la stratégie d'acceptation pour permettre une évaluation continue de l'accès et de la sécurité.

Se prémunir contre le pillage

Utilisez une stratégie d'acceptation qui :

- Comprend les pénuries et anticipe les articles susceptibles d'être pillés.
- S'assure que ces stocks restent hors du contrôle des gangs et hors de portée des commerçants du marché noir.
- Entretient des liens avec et par l'intermédiaire des leaders locaux capables de lancer des appels contre le pillage au nom de la morale.
- Assure une bonne communication avant et pendant toute distribution d'aide.

Vérifiez et ajoutez des mesures de protection physique supplémentaires, comme des serrures solides sur les entrepôts..

Ce rapport Vigil Insight est publié par Insecurity Insight. Il est rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement américain.

Insecurity Insight. 2021. 'Haïti : Analyse et prédiction flash de Vigil Insight, 21 décembre 2021'. Suisse : Insécurité. bit.ly/HaitiRapportSit20dec2021

[Haïti page d'accueil](#) et [liste de diffusion](#)

¹ Cette carte est basée sur deux ensembles de données :

- Les points jaunes montrent les incidents de pillage et de tentative de pillage de fournitures d'aide entre le 1er janvier 2004 et le 10 décembre 2021. [HDX](#).
- Les points verts désignent les incidents provenant de la base de données ACLED ([Armed Conflict Location & Event Data Project](#)) et incluent les événements ACLED couvrant le pillage. Projet de données sur les lieux et les événements de conflits armés (ACLED) [database attribution policy](#). Consulté le 15 décembre 2021.

